

FRÉDÉRIC HARTWEG

Le système des partis

L'article 21 de la Loi fondamentale (LF) mentionne expressément les partis — pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle allemande — comme éléments qui « concourent à la formation de la volonté politique du peuple ». La réalité politique montre que les partis se sont, en fait, imposés depuis 1949, comme les représentants quasi exclusifs de cette volonté, alors que la LF disposait qu'ils ne faisaient que concourir à sa formation. La LF exige que « leur organisation interne (soit) conforme aux principes démocratiques » mais les procédures de sélection des candidats aux élections sont loin d'être toujours fidèles à l'esprit de ces principes. Malgré une critique souvent virulente de leur pratique quotidienne et plus encore de leurs manipulations financières, la légitimité de leur quasi-monopole semble tacitement admise, comme en témoignent notamment un taux d'abstention très faible aux élections et un niveau d'adhésion — sinon de militantisme — bien supérieur à celui des partis en France. Les nombreuses « initiatives » ou « comités de citoyens », tout comme les « initiatives d'électeurs » en 1972 expriment cependant un certain déficit de leur représentativité et témoignent du désir de ne plus s'en remettre aux seuls partis existants, considérés parfois comme sclérosés, pour des actions ponctuelles, ou pour la défense d'intérêts catégoriels ou locaux. Cette forme d'organisation plus spontanée, sans statuts contraignants, constitue une sorte de soupape face à l'immobilisme des partis mais verse souvent dans une certaine forme de corporatisme. L'organisation partisane semble pourtant bien vivante dans la mesure où des mouvements comme ceux des écologistes y recourent pour exprimer leurs revendications et programmes.

Le système des partis en RFA se caractérise dans son évolution par un développement initial fortement asymétrique accompagné

d'un rapide processus de concentration au bénéfice de deux grands partis et d'un petit. En dehors de la législature 1957-1961 pendant laquelle la CDU/CSU détenait la majorité absolue, tous les gouvernements ont été constitués sur la base de coalitions et les trois partis actuellement représentés au Bundestag ont utilisé toutes les combinaisons possibles : CDU/CSU-FDP (1949-1957 ; 1961-1966), CDU/CSU-SPD (1966-1969), SPD-FDP (depuis 1969). Ceci démontre l'existence d'un large consensus en matière de politique économique et sociale et justifie, surtout depuis deux décennies, la très forte concurrence pour occuper le centre de l'échiquier politique. La nécessité de constituer des coalitions et la position majoritaire de l'opposition au Bundesrat empêchent cependant le parti dominant du Gouvernement depuis 1969, le SPD, d'aller jusqu'au bout de ses projets et de leur logique. La forte position des partis dans les institutions et rouages du pays — elle explique notamment la politique de « pondération » qui s'installe dans les chaînes de TV —, la barre des 5 % et les modalités du financement public rendent extrêmement difficile la percée au niveau fédéral de nouveaux partis et ont évité l'émiettement caractéristique de la république de Weimar.

1945-1949 : LA PHASE DE RECONSTITUTION

Le système des partis qui va se constituer dans le vide politique de l'Allemagne de 1945 après douze ans de monopole du NSDAP comporte par rapport à celui de la I^{re} République de nombreux éléments d'innovation même si les regroupements témoignent d'une certaine forme de stabilité dans le paysage politique. Ainsi les résultats des élections de 1961 (SPD : 36,2 % ; FDP : 12,8 % ; CDU/CSU : 45,3 %) sont assez proches de ceux obtenus en 1928 sur le territoire correspondant à celui de la RFA : gauche (SPD + KPD) : 35,5 %, libéraux (DDP + DVP) : 13,5 %, chrétiens et droite conservatrice : 47,2 %. Selon la décision des Alliés à Potsdam — « dans toute l'Allemagne, tous les partis démocratiques doivent être autorisés et encouragés » — les partis doivent obtenir de ceux-ci une « licence » préalable, et les Occidentaux se montreront particulièrement réticents, craignant la réorganisation du courant nazi. Les premières élections aux diètes régionales (1946) ne dégagent pas de système partisan nettement structuré ; la misère morale et matérielle, le chômage massif, l'afflux des réfugiés laissent plutôt augurer d'un émiettement considérable des forces politiques propice à toutes les tentations de radicalisation. D'autres facteurs vont cependant, mieux qu'en 1918-1919, permettre l'instauration d'un système de partis

stable, d'un « pluralisme modéré » (K. von Beyme) ; l'écroulement du III^e Reich, sa condamnation unanime (même lorsque celle-ci est « tardive ») et l'occupation empêchent la constitution d'une nouvelle « légende du coup de poignard dans le dos » et ne donnent que peu de chance à l'extrême-droite ; douze ans de propagande antibolchevique, l'entrée de l'Armée Rouge, le sort des prisonniers de guerre en URSS, celui des expulsés, des réfugiés et des habitants de la zone d'occupation soviétique expliquent l'effondrement rapide du KPD. Douze ans d'interdiction des partis qui donnent à ceux-ci une certaine « virginité politique », et l'attitude coopérative des Alliés après le début de la guerre froide allaient favoriser l'ancrage d'un système partisan stable. Deux blocs de force à peu près égale se dégageaient lors des premières consultations régionales : la démocratie chrétienne avec 37,7 % et la social-démocratie, amputée de ses bastions en zone orientale, avec 35 %. Durant cette première phase, quatre courants se partagent l'échiquier politique : 1. le courant communiste rapidement laminé : le verdict d'interdiction du tribunal de Karlsruhe touchera, après de longs débats et controverses sur l'opportunité et la légitimité de cette mesure, un parti moribond (2,2 % en 1953) ; 2. le courant social-démocrate, décimé comme le courant communiste par la dictature, renoue rapidement avec sa tradition sous la conduite d'un chef charismatique, Kurt Schumacher, victime éminente du nazisme. Malgré son patriotisme donnant la priorité à l'unité nationale — son chef reproche aux « partis bourgeois » leurs concessions aux Alliés — son anticommunisme sans réserve, il est victime de ses projets d'étatisation et de planification qui permettront à des adversaires peu enclins aux nuances d'assimiler le socialisme à l'économie de pénurie, au dirigisme, voire à la dictature, et n'arrivera pas à traduire sur le plan électoral la conviction intense de sa légitimité politique et morale ; 3. le courant démocrate-chrétien, qui réunit dans une *union* (CDU/CSU) les forces politiques d'inspiration chrétienne, constitue l'élément nouveau du système dans la mesure où ce rassemblement se propose de surmonter le clivage confessionnel et de pallier la faiblesse d'un « Zentrum » exclusivement catholique. Les premières velléités d'un socialisme chrétien à la recherche d'une troisième voie entre le communisme et le capitalisme furent rapidement étouffées au profit de l'« économie sociale de marché » de L. Erhard. En insistant sur la composante fédérale, la CSU, jumelle bavaroise de CDU, de tonalité plus conservatrice, réussissait à refouler progressivement le Parti bavarois (BP), antisocialiste et particulariste jusqu'au séparatisme ; 4. le courant libéral réussit, mieux que sous la république de Weimar, encore qu'au terme d'un processus relative-

ment difficile, à se regrouper en 1948 en un mouvement très décentralisé au sein duquel se maintenait un groupement libéral-progressiste au sud et un autre, national-conservateur, au nord.

En dehors de ces quatre courants il convient de signaler, outre le Parti bavarois, le Parti allemand (DP), conservateur à forte assise rurale en Basse-Saxe, qui se maintiendra au parlement jusqu'en 1961, et le « Zentrum » maintenu, dont la sensibilité se situe plus à gauche que celle de la CDU. Ces partis qui se caractérisent par une forte proximité par rapport à la CDU seront progressivement phagocytés par celle-ci : elle attirera leurs dirigeants et digérera leur électorat. Les groupements néo-nazis (le SRP sera interdit en 1952) ne connaissent que quelques succès locaux.

1949-1961 : LA CONCENTRATION

Cette phase est caractérisée par une forte personnalisation du pouvoir sans véritable fondement institutionnel (*Kanzlerdemokratie*), les élections législatives devenant avec Adenauer une forme de plébiscite du Chancelier, et par une évolution asymétrique très nette au profit de la CDU/CSU (31 % en 1949, 45,2 % en 1953, 50,2 % en 1957) tandis que le SPD stagnait (29,2 % ; 28,8 % ; 31,8 %) loin en dessous de la barre des 40 % qui représentait avec l'hypothétique alliance avec les libéraux le seuil d'accès au pouvoir. Cette évolution rendait peu crédible l'alternance, fondement même du système démocratique et de son pouvoir d'intégration. L'irrésistible ascension de la CDU/CSU qui absorbe — en dehors des libéraux — dirigeants et électeurs conservateurs situés à sa droite, est le moteur d'une formidable concentration au bénéfice de trois partis, qui en 1961 restent seuls représentés au Bundestag alors qu'il y en avait dix en 1949. Les chiffres sont éloquentes à cet égard :

	CDU/CSU, SPD, FDP	CDU/CSU, SPD
1949	72,1	60,2
1953	83,5	74,0
1957	89,7	82,0
1961	94,3	81,5
1965	96,4	86,9
1969	94,6	88,8
1972	99,1	90,7
1976	99,1	91,2
1980	98	87,4

Ce processus ne fut guère entravé par la création de nouveaux partis consécutive à la suppression des « licences » qui n'arrivèrent pas à combler le handicap au départ face au grand rassemblement interconfessionnel de la CDU/CSU dont le slogan conservateur par excellence (*Keine Experimente*) fit merveille contre un SPD privé du charisme de Schumacher et lourdement hypothéqué par l'image négative de son opposition à l'économie de marché associée au « miracle économique », à l'intégration atlantique et au réarmement, synonyme de garantie de liberté face au communisme. Les deux premières législatures avaient suffi à réduire le système des partis à trois protagonistes, deux grands, dont un dominant, et un petit. Le corollaire de cette évolution était un comportement électoral qui incitait le citoyen à voter « utile » et une détermination claire des fonctions Gouvernement/opposition. Outre celles déjà invoquées, les raisons de cette concentration sont les suivantes : la CDU/CSU profite de la prospérité naissante, de la résorption rapide du chômage, propice à la pacification sociale, de la réhabilitation internationale et de l'intégration réussie des réfugiés qui retirera sa base au Bloc des Expulsés (BHE). L'anticommunisme ambiant, tout comme la clause des 5 % encore durcie en 1953 et en 1956, ne laissa aucune chance aux petits groupements de tendance neutraliste comme le CVP de G. Heinemann.

1961-1966 : LE NIVELLEMENT DES IDÉOLOGIES

Cette période se caractérise par une érosion des différences programmatiques qui trouvera notamment son expression concrète dans le choix du thème de la sécurité comme slogan électoral dominant par les trois partis en 1965. Cette évolution est entamée par le SPD qui dès 1959 (Congrès de Bad Godesberg) opère son *aggiornamento* en abandonnant la référence marxiste et en renonçant à une opposition systématique au bénéfice d'une opposition ponctuelle. Ce revirement qui va faire de l'ancien parti de la classe ouvrière un « parti du peuple », ouvert à l'instar de la CDU/CSU, à toutes les couches de la société, conduit le SPD à accepter le cadre créé par l'économie de marché et l'intégration atlantique et européenne. Ce n'est pourtant qu'en 1965 que l'atténuation de l'alternative idéologique et le nouveau pragmatisme face à une situation irréversible allaient permettre au SPD de frôler la barre des 40 % grâce à une première percée dans le réservoir électoral des partis bourgeois, notamment dans l'électorat catholique. La CDU avait fortement senti en 1961 l'effet de l'usure

du pouvoir et la baisse de son influence consécutive à l'échec d'une certaine politique, matérialisé par le mur de Berlin, et aux palinodies accompagnant le départ d'Adenauer ; l'érosion de ses capacités d'innovation n'était que partiellement masquée par la popularité du nouveau chancelier Erhard. Les libéraux qui avaient obtenu en 1961 leur meilleur résultat (12,8 %) en faisant campagne pour une coalition avec la CDU, mais sans Adenauer, allaient payer en 1965 leur opportunisme par des pertes sensibles (9,5 %) et une solide et durable réputation de versatilité. Les difficiles négociations précédant la constitution du gouvernement de coalition tout comme l'affaire du *Spiegel* faisaient apparaître de séricuses fissures dans le « bloc bourgeois ».

1966-1969 : LA CRISE DE LÉGITIMITÉ

A partir de 1966 le système des partis allait connaître une sérieuse crise de légitimité due à la conjonction de plusieurs facteurs. Les attermoissements de L. Erhard, le recul électoral de son parti en Rhénanie du Nord-Westphalie, les divergences avec les ministres FDP en matière budgétaire et leur retrait, le départ du chancelier, la récession qui mettait fin au mythe de la croissance continue conduisirent à une « grande coalition » CDU/SPD qui, véritable formalisation de l'absence d'alternative, ouvrit une période critique pour la démocratie parlementaire. Le SPD se vit confronté à un choix délicat : il ne pouvait d'une part que difficilement se soustraire à ses responsabilités, ne pas saisir la chance de quitter dans l'électorat l'image de l'éternel opposant pour la troquer contre celle d'une force politique responsable, mais prenait d'autre part le risque de participer à la régénération d'une CDU/DSU à bout de souffle. L'absence quasi physique d'une véritable opposition au Bundestag (49 députés FDP face à 447 députés gouvernementaux) pendant trois ans priva cette institution parlementaire essentielle en RFA, d'une partie de sa crédibilité. Sans minimiser l'œuvre législative de la « grande coalition » (loi sur l'état d'urgence relativement libérale, mesures efficaces dans la lutte contre la récession), celle-ci a cependant mis entre parenthèses de nombreux problèmes (réforme de la loi électorale par exemple), entraînant à la base des partis une suspicion réprobatrice devant tant de pragmatisme et si peu de respect des programmes. Bien que la phase ultime soit caractérisée par un immobilisme total, cette coalition permit cependant d'aplanir le chemin pour une alternative réelle.

Au malaise du système correspond également un malaise général dans les partis. Dans le camp de la CDU, la base acceptait difficilement une coalition qui allait à l'encontre de l'argument électoral de toujours qui déniait au SPD la capacité de gouverner. Après le refus du SPD de réformer la loi électorale la crainte d'une entente de celui-ci avec le FDP s'installa. La base du SPD manifesta une vive opposition à la participation au gouvernement : un tiers des délégués la condamna *a posteriori* au Congrès de Nuremberg (1968) et le Parti perdit des voix lors des élections aux diètes régionales. Mais c'est le FDP qui subit le plus fortement l'effet du malaise. Menacé dans son existence par un projet de scrutin majoritaire, confiné dans l'opposition, il refusa la loi sur l'état d'urgence et entreprit une mutation radicale qui lui fit perdre sa composante conservatrice et transforma le Parti en une formation libérale de gauche sous la direction de W. Scheel. Réduit à 5,8 % en 1969 le FDP n'en avait pas moins trouvé une homogénéité nouvelle qui allait lui permettre, après avoir obtenu l'élection de G. Heinemann à la présidence de la République, de constituer une coalition avec le SPD — alliance historique, selon W. Maihofer —, à l'image de celle réalisée entre le prolétariat et la bourgeoisie éclairée dans les autres pays européens au XIX^e siècle. Le FDP a peut-être su, mieux que les autres formations, percevoir cette volonté de réforme de la « nouvelle classe moyenne » qu'il va consigner dans ses « thèses de Fribourg ».

La critique du système des partis fut particulièrement virulente à droite : le NDP (extrême-droite) chercha à exploiter les mécontentements catégoriels de toute sorte en particulier chez les agriculteurs, artisans, petits commerçants en vitupérant les partis du « cartel » qui exploitent à leur profit le système. Il réussit à entrer dans plusieurs parlements régionaux, mais échoua de peu au Bundestag en 1969 (4,3 %) et ne parvint pas à déstabiliser le système. Le passage de l'opposition à l'intérieur du système à l'opposition au système est encore plus nettement marqué à gauche dans l'opposition extra-parlementaire (APO), mouvement peu homogène constitué autour du noyau du mouvement étudiant, militant pour une démocratie radicale, contre l'« *establishment* des partis ». Cette critique s'inspire des théories de J. Habermas sur la non-représentativité des partis (le SPD compte actuellement environ 1 million de membres, la CDU 700 000 (300 000 avant 1969), la CSU 200 000, le FDP 80 000) le caractère superficiel de la stabilité électorale, et la nécessité de formes nouvelles d'action et d'organisation politiques (initiatives et comités de citoyens). Une autre forme de critique se fera entendre contre le principe même de la délégation, contre le « mandat impératif »,

contre la discipline de vote, lors de la défection de députés SPD et FDP qui rejoindront les rangs de la CDU après 1969 et l'on parlera même de corruption.

1963-1980 : POLARISATION ET NORMALISATION

Les élections de 1969 marquèrent la fin de l'immobilisme en permettant une véritable alternance, élément central du jeu démocratique puisque après vingt ans de pouvoir, la CDU/CSU se retrouvait pour la première fois dans l'opposition sans avoir réellement perdu les élections. Elle continua à se comporter en parti gouvernemental injustement et temporairement écarté du pouvoir, essayant notamment d'attirer à elle des députés SPD ou FDP, tactique qui fut sanctionnée par l'échec du seul « vote de défiance constructif » de l'histoire parlementaire de la RFA. Les élections de 1972, fortement personnalisées, conduites sur le thème de l'*Ostpolitik*, confirmèrent l'alternance en renforçant la coalition. Elles démontrèrent cependant, comme celles de 1980, que la capacité d'action d'un gouvernement n'est pas nécessairement fonction du nombre de députés qui le soutiennent. Le SPD qui avait réussi, tout comme le FDP, à intégrer une partie non négligeable des militants de l'APO (une petite frange de celle-ci se lança dans l'aventure du terrorisme politique), augmenta aussi le risque d'hétérogénéité à sa base, et une certaine « réidéologisation » du Parti faillit le priver de son plus grand succès électoral (45,8 %). La CDU récupéra une large part des voix du NPD en pleine déconfiture et surmonta partiellement ses difficultés en renforçant sa base militante et en renouvelant sa direction. Malgré son excellent résultat de 1976, la CDU/CSU ne put reconquérir le pouvoir, ce qui conduisit la CSU à remettre en question le système des trois partis. Partant d'une analyse propre du rapport de force et de la tactique à suivre, la CSU décida de ne plus constituer un groupe parlementaire commun avec la CDU. Cette décision fut considérée comme un premier pas vers la création d'un quatrième parti (CSU ou autre) à l'échelle de la RFA qui aurait entraîné l'extension de la CDU à la Bavière. Cette tentative se termina par un compromis qui maintenait le groupe parlementaire unique, mais donnait à la CSU une plus grande marge de manœuvre, et les escarmouches ne prirent fin qu'avec la nomination de F. J. Strauss comme candidat-chancelier. La CSU procédait d'une analyse différente de celle de la CDU, adepte du système en place, spéculant à terme sur une coalition CDU/FDP et peu désireuse de se laisser entraîner dans l'engrenage d'une multiplication des partis qui

pourrait voir, outre la disparition du partenaire potentiel FDP, la création par symétrie d'un parti à la gauche du SPD entraînant une « weimarisation » du paysage politique par l'éclatement d'un système qui avait fait la preuve de sa stabilité. A l'opposition globale et sans nuances de la CSU, la CDU préférerait une attitude plus souple, cherchant notamment à attirer le FDP dans des coalitions au niveau des Länder. Pour la CSU au contraire, le FDP était devenu un appendice sans autonomie du SPD, au sein d'un « bloc socialo-libéral » (allusion transparente au « système de bloc » en vigueur en RDA). Seule une scission de la CDU/CSU qui permettrait à la CSU d'épuiser le réservoir de droite et à la CDU, délestée de l'image droitière de la CSU de mordre sur l'électorat « libéral » du FDP et du SPD, pourrait selon la CSU réinsuffler une dynamique nouvelle à un système figé. Le maintien de la menace de scission ne contribua pas pour peu, autant que la volonté de « lever l'hypothèque Strauss », à la désignation de celui-ci comme candidat-chancelier. La CDU craignait également que la rivalité n'entraînât des frictions dommageables à l'image commune. Après 1980, les deux stratégies subsistent, même si celle de la CDU semble actuellement l'emporter. Elle conduit ses dirigeants à rester dans l'expectative, à attendre la rupture de la coalition en place, attitude qui correspond à une certaine « paresse programmatique » de la CDU qui ne s'est donné sa première charte fondamentale (*Grundsatzprogramm*) qu'en 1978.

Le succès de la coalition en 1980 qui fut surtout celui du chancelier et du FDP, le candidat Strauss entraînant un fort degré de mobilisation contre lui, n'a pas éliminé le doute sur les intentions du FDP de maintenir la coalition jusqu'à son échéance normale et ce malgré ses protestations répétées. Les réticences de l'électorat FDP, manifestées par sondage, à suivre son parti dans une coalition avec la CDU/CSU semble encore constituer un frein ultime pour les dirigeants. Mais c'est surtout le SPD qui semble en proie au désenchantement et au doute. Alors que ses projets sont régulièrement écrêtés par un triple freinage — celui au niveau de la coalition, celui du compromis nécessaire avec le Bundesrat dominé par la CDU/CSU ainsi directement associée au pouvoir et celui d'un tribunal constitutionnel pas toujours enclin au *judicial self-restraint* —, il se voit confiné dans le rôle de « courroie de transmission du gouvernement », d'« extincteur de revendications ». Convaincu qu'il reste porteur d'un projet de société, il souffre d'un reflux du militantisme et nombreux sont ceux qui croient que seule une cure d'opposition permettra de surmonter la crise d'identité du parti. La direction du parti semble elle-même divisée sur l'analyse de la situation et la publication récente des

6 thèses de R. Löwenthal a servi de révélateur. Le chancelier Schmidt et ses partisans, soucieux de se maintenir au pouvoir, insistent sur la nécessité de reconquérir les couches salariées de la société industrielle, tandis que le président W. Brandt, préoccupé de l'avenir du parti, cherche à intégrer, comme après 1968, les couches et les forces nouvelles encore marginales (écologistes, alternatifs, pacifistes) qui se manifestent dans la société. Le cas d'E. Eppler, écologiste et pacifiste convaincu, récemment écarté du présidium du parti, est significatif de cette volonté de maintenir ces options à l'intérieur du parti. Celui des « dissidents » Hansen et Coppik ne semblent pas être le point de départ de la création d'un SPD de gauche semblable à l'USPD, ni susceptible d'attirer un électorat important.

LES PARTIS HORS SYSTÈME

Nous ne nous attarderons guère sur les groupuscules marxistes, marxistes-léninistes, et les différents avatars du maoïsme (le KPD vient de prononcer son auto-dissolution). Le DKP créé en 1968 revendique plus de 40 000 membres. Son inféodation à Moscou et à Berlin-Est limite son audience et rend peu crédible son engagement aux côtés des écologistes et des pacifistes. Son action, déclinante, reste essentiellement municipale et se manifeste, surtout sous couvert syndical, dans les entreprises. Le NPD cherche par une agitation xénophobe à exploiter les difficultés créées par la montée du chômage, de fortes concentrations d'étrangers et les problèmes de scolarisation et d'emploi de la deuxième génération d'immigrés mal intégrés. Les écologistes (et les alternatifs à Berlin-Ouest) après des succès flatteurs aux élections régionales et européennes et un échec imputable sans doute à la forte polarisation des élections de 1980, sont en passe de réussir leur entrée dans le système. Ils restent cependant un groupement hétéroclite d'où le conservatisme nostalgique n'est pas absent, et leur programme-fleuve ne masque pas le caractère monodimensionnel de leur action. Le mouvement pacifiste refuse pour sa part d'envisager une constitution en parti, préférant à l'instar d'E. Eppler agir au sein des partis, ce qui reste possible à l'intérieur du SPD et du FDP mais semble intolérable à la CSU.

CONCLUSION

Outre les grands traits du système des partis déjà annoncés en introduction, on peut ajouter celui d'une grande transparence du système. L'électeur se trouve au moment du choix en présence de deux blocs nettement délimités et ce, même au moment du revirement de 1969 puisque la CDU/CSU avait attaqué le FDP avec une particulière vigueur. L'opinion publique le ressent bien comme tel puisque la tentative de H. Kohl, fort de son succès relatif de 1976 de réclamer la chancellerie, qui selon lui ne pouvait aller à une « coalition de perdants », n'eut que peu d'écho. Les deux changements de coalition de 1966 et 1963 ne se sont pas opérés à la suite de défaites électorales « contraignantes » — le nouveau chancelier ne sortait pas des rangs de l'opposition —, mais par une modification de la combinaison parlementaire, confirmée par les citoyens à l'élection suivante. Un fort degré de personnalisation caractérise les élections législatives. Celles de 1980 qui opposaient H. Schmidt à F. J. Strauss ont vu la confrontation de personnes refouler à l'arrière-plan le choix des programmes. H. Schmidt est bien perçu comme le chancelier d'une coalition plus que d'un parti, et le fait qu'il ne semble pas appeler de ses vœux une majorité absolue du SPD qui le livrerait aux exigences de son aile gauche a fourni un impact particulier du slogan du FDP qui luttait à la fois contre Strauss et contre la majorité absolue d'un parti qui annihilerait son influence. Les libéraux ont aussi pu enregistrer un écart positif sensible entre 1^{re} et 2^e voix...

La vigueur et même l'âpreté des campagnes électorales allemandes — les élections régionales se font de plus en plus sur des thèmes fédéraux, servent souvent de correctifs et maintiennent élevée la température politique — ne doivent pas masquer un nivellement idéologique et programmatique réel qui est lui-même le reflet des profondes modifications de la structure sociale de la RFA. Nous nous trouvons en présence de deux blocs de force à peu près égale depuis que le gonflement relatif des couches moyennes salariées (61 % de la population se situe elle-même dans les classes moyennes) a réduit le poids électoral des travailleurs indépendants (agriculteurs, artisans, commerçants, entrepreneurs, professions libérales) et du salariat industriel qui constituent la clientèle stable de la CDU/CSU et du SPD. Après avoir été attirée par la politique de réformes SPD/FDP, cette nouvelle couche de salariés semble s'orienter actuellement vers la CDU/CSU, ce qui entraîne le FDP à la suite de cet électorat

flottant dans un mouvement pendulaire vers celle-ci. L'araselement des bastions traditionnels des deux grands partis les contraint à se livrer bataille au centre pour le même électorat potentiel sans délaissier pour autant leur clientèle acquise. Etre placé au centre signifie certes pour maint électeur du SPD une sécularisation de son adhésion, désormais fondée non plus en foi mais en raison. Dans cette lutte pour occuper le centre le FDP, qui cherche à maintenir un « monopole du libéralisme » bien difficile à légitimer, n'est plus le point de passage obligé des électeurs qui vont d'un grand parti à l'autre. Le système des partis de la RFA a fait preuve d'une remarquable stabilité. Grâce à lui, la démocratie de Bonn ne fonctionne pas uniquement « par beau temps » comme le prétendent ses détracteurs. L'irruption des écologistes semble pourtant être à même de troubler durablement le bel équilibre des deux blocs et des trois partis, dans la mesure où les « verts » paraissent cependant difficiles à intégrer dans le jeu parlementaire des trois partenaires/adversaires solidement installés dans leurs privilèges et flanqués de leurs fondations richement dotées. Les écologistes constituent actuellement la seule force capable de pénétrer dans un système qui rend extrêmement difficile l'émergence de nouveaux partis.

Bibliographie

- DITTBERNER, Jürgenrolf, Ebbighausen (ed.), *Parteiensystem in der Legitimationskrise. Studien und Materialien zur Soziologie der Parteien in der Bundesrepublik Deutschland*, Opladen, 1973.
- FENSKE, Hans, *Strukturprobleme der deutschen Parteiengeschichte. Wahlrecht und Parteiensystem vom Vormarz bis heute*, Frankfurt a.M., 1974.
- FLECHTHEIM, Ossip K. (ed.), *Die Parteien der Bundesrepublik Deutschland*, Hamburg, 1973.
- JÄGER, Wolfgang (ed.), *Partei und System. Eine kritische Einführung in die Parteienforschung*, Stuttgart, Berlin, Köln, Mainz, 1973.
- KAACK, Heino, *Geschichte und Struktur des deutschen Parteiensystems*, Opladen, 1971.
- KAACK, Heino, *Zur Geschichte und Programmatik der Freien Demokratischen Partei. Grundriss und Materialien*, Meisenheim am Glan, 1976.
- KAACK, Heino, REINHOLD, Roth (ed.), *Handbuch des Parteiensystems der Bundesrepublik. Struktur und Politik zu Beginn der 80er Jahre*, Opladen, 1980.
- KALTEFLEITER, Werner, *Wandlungen des deutschen Parteiensystems 1949-1974*, in *Aus Politik und Zeitgeschichte, Beilage zu : Das Parlament*, 5-4-1975.
- LENK, Kurt, FRANZ, Neumann (ed.), *Theorie und Soziologie der politischen Parteien*, Neuausgabe, Darmstadt und Neuwied, 1974.
- STARITZ, Dietrich (ed.), *Das Parteiensystem der Bundesrepublik. Geschichte - Entstehung - Entwicklung. Eine Einführung*, Opladen, 1976.
- THAYSEN, Uwe, *Parlamentarisches Regierungssystem in der Bundesrepublik Deutschland. Daten - Fakten - Urteile im Grundriss*, Opladen, 1976.
- TREUE, Wolfgang (ed.), *Deutsche Parteiprogramme seit 1861*, Göttingen, 1968, 506 S.
- TREUE, Wolfgang, *Die deutschen Parteien. Vom 19. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Frankfurt a. M., Berlin, Wien, 1975.

Frédéric HARTWEG. — **The Structure of the Parties.**

The party system in the Federal Republic of Germany evolved from a strongly asymmetrical initial development, together with a rapid process of concentration, to the benefit of two major parties and one small one. Today two blocks of almost equal power face each other and the centre is the object of great competition. Since 1949 every possible combination of parties has been in power. The present system makes it extremely difficult for new parties to emerge.

RÉSUMÉ. — Le système des partis en RFA se caractérise dans son évolution par un développement initial fortement asymétrique qui s'accompagne d'un rapide processus de concentration au bénéfice de deux grands partis et d'un petit. Deux blocs de force à peu près égale se trouvent actuellement en présence et la concurrence la plus vive concerne le centre. Depuis 1949 toutes les combinaisons de partis possibles ont été au pouvoir. Le système en vigueur rend extrêmement difficile l'émergence de nouveaux partis.